



Aménagements projetés, aménagements réalisés

Christian Schulz

► **To cite this version:**

Christian Schulz. Aménagements projetés, aménagements réalisés : Introduction de la deuxième partie. Mosella : revue du Centre d'études géographiques de Metz, Université de Metz, 2010. hal-03048339

HAL Id: hal-03048339

<https://hal.univ-lorraine.fr/hal-03048339>

Submitted on 9 Dec 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

AMÉNAGEMENTS PROJETÉS, AMÉNAGEMENTS RÉALISÉS

Christian SCHULZ

Université du Luxembourg

Unité de Recherche IPSE (Identités, Politiques, Sociétés, Espaces)

Laboratoire de Géographie et Aménagement du Territoire

L'enjeu de cette deuxième partie est à la fois de présenter différents projets d'aménagement du territoire transfrontalier et de questionner le rôle particulier que joue la frontière dans la projection ou la réalisation de ces aménagements. Les deux premières contributions portent sur des frontières nationales intra-européennes, les deux suivantes visent le cas spécifique de la Belgique avec ses frontières interrégionales internes et externes. Dans ce dernier cas, les frontières ressortent comme un obstacle à une politique d'aménagement transfrontalier concerté ; à l'inverse, à travers les projets (achevés ou en voie de réalisation) analysés dans les deux premières contributions, la frontière pourrait plutôt jouer un rôle de catalyseur en termes d'aménagement du territoire. C'est explicitement par le biais d'un diagnostic territorial que Reine-Maria Basse, Karine Emsellem et Christine Voirin (Université de Nice Sophia Antipolis) analysent l'espace franco-italo-monégasque, tout en se concentrant sur le projet de la Ligne à Grande Vitesse Provence-Alpes-Côte d'Azur (LGV PACA). Elles considèrent le diagnostic territorial non seulement comme un outil d'analyse mais également de prospection, dans le sens où il peut engendrer des processus de concertation et de coopération autour d'un projet transfrontalier.

Christian Lamour (CEPS/INSTEAD, Luxembourg) choisit un angle un peu différent dans son analyse rétrospective sur le projet du Pôle Européen de Développement au carrefour des bassins anciennement sidérurgiques lorrain, belge et luxembourgeois autour de Longwy (F), Athus (B) et Rodange (L). En faisant un bilan après vingt ans de coopération de proximité, il met en cause l'opérationnalité des structures de gouvernance actuelles qui ne semble pas avoir abouti à une nouvelle structuration territoriale. Pourtant, les efforts récents suivant une démarche participative et multi scalaire ont le pouvoir potentiel de créer une nouvelle dynamique opérationnelle et identitaire pour une politique concertée d'aménagement du territoire.

C'est à travers l'exemple de la dépendance automobile dans les différents espaces frontaliers de la Wallonie que Jean-Marc Lambotte, Hélène Rouchet et Jean-Marie Halleux (Université de Liège) déclinent les défis de la mobilité transfrontalière et les limites actuelles de l'intervention aménagiste. C'est surtout dans les zones frontalières que l'étalement urbain renforce la dépendance automobile. Vu les similarités des différents schémas et objectifs d'aménagement du territoire dans les régions limitrophes étudiées, ce fort potentiel de synergie et de coopération pourrait servir à introduire le concept de la ville compacte « écomobile » dans un contexte transfrontalier.

En analysant les frontières interrégionales et administratives entre la région Bruxelles-Capitales et la Flandre, Christian Vandermotten (Université Libre de Bruxelles) met en évidence à quel point celles-ci empêchent une démarche d'aménagement du territoire cohérente pour l'ensemble de la métropole bruxelloises. Hormis les conflits socio-culturels et linguistiques dans la périphérie de Bruxelles, c'est surtout la (non)gestion des flux de transport, de l'étalement urbain et d'autres aspects territoriaux qui souffrent de l'absence d'un cadre d'intervention commun et approprié. L'auteur propose, pour structure de gouvernance, une « communauté métropolitaine large » qui pourrait aider à franchir ces obstacles notoires.

Les quatre articles mettent en évidence la nécessité d'adapter les stratégies aménagistes traditionnellement ancrées dans un contexte politico-législatif national voire régional. Les auteurs démontrent bien les incompatibilités et barrières existantes, mais également les enjeux et potentiels d'un aménagement du territoire plus concerté. Les outils transfrontaliers ainsi proposés peuvent à la fois aider à gérer des problèmes spécifiques et largement connus comme ils peuvent servir de mesure proactive pour engendrer des démarches, procédures et structures de gouvernance innovateurs.